



Déclaration de la CGT au CSE du réseau France 3 19 décembre 2025



Ce dernier CSE de l'année se tient à quelques jours de la trêve des confiseurs.

On a hâte de refermer une séquence qui a vu se succéder les coups de sape contre le réseau régional de France 3.

Affaiblissement de l'info régionale avec des éditions raccourcies, la multiplication des journaux mutualisés, la raréfaction des sujets longs.

Appauvrissement des offres de programmes régionaux avec la mutualisation interrégionale des contenus au détriment des programmes propres à chaque région.

Réduction et appauvrissement du travail des techniciens dans les antennes, faute de magazines à fabriquer.

Transfert des équipes de tournages légers, de la Fabrique au réseau régional, dans des conditions difficiles pour des salariés maltraités par la RH de la Fabrique et dans la plus grande incertitude sur leur activité par la suite. A plus forte raison dans un contexte d'économies généralisées.

Serrage de vis sur les effectifs, qui a permis aux directions régionales d'économiser 20 ETP de plus que l'objectif fixé par la direction financière.

Mise à mal de l'identité des stations régionales en effaçant la dénomination historique de la Trois derrière la fumeuse et pathétique marque Ici.

Affaiblissement et sabotage du « dialogue social », qui ressemble de plus en plus à un monologue vain, les élus n'ayant en face d'eux, en IP comme en CSE, que des représentants de la direction qui, visiblement, ne décident de rien et ne répondent sur rien.

L'année 2025 ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices. Sur fond d'instabilité et d'incertitude politique, l'audiovisuel public s'apprête à passer à la moulinette du « toujours plus d'économies », orchestrée par le gouvernement avec la complicité servile de la direction de l'entreprise.

Au programme, baisse des financements, réduction des ambitions, recherche de synergies dans des rapprochements avec Radio France, retour potentiel de la holding-fusion, rétrécissement de la flotte de vidéo mobile et des moyens internes de fabrication et volonté acharnée de la direction de mettre en place des métiers ultra polyvalents. L'accord technicien de plateau, que la CGT n'a pas signé, en est un bel exemple.

Comme depuis 13 ans, nous allons voir s'aggraver la chasse aux ETP, la précarisation voire l'éviction des salariés non permanents, nous allons continuer à voir le travail s'appauvrir, ses conditions se dégrader, les relations se durcir, la santé des collectifs se détériorer au fur et à mesure qu'on rognera sur les moyens, les dépenses, qu'on externalisera l'activité plutôt que de la donner aux salariés qui font vivre cette entreprise et assurent ses missions de service public. Au final, ce sera le temps des équipes de terrain, au contact des citoyens, qui va un peu plus s'amenuiser. Un renoncement à la proximité pourtant au cœur de notre mission.

Les dirigeants qui prennent ces décisions passeront, les salariés eux –pour ceux qui restent– devront supporter un quotidien de travail abîmé.

A la CGT, nous dénonçons et combattons cet acharnement systémique sur le dos des salariés et, au bout du compte, des citoyens.

Comme le proclame notre appel à la grève de ce jour dans tout le secteur de la Culture, nous voulons vivre de nos métiers.

Nous pensons qu'il est temps d'inverser radicalement la tendance. C'est ce que nous entendons défendre activement, contre cette direction et la politique du gouvernement, en 2025.

Paris, le 19 décembre 2024